



#### Figures marquantes de notre histoire — Montréal 3° rencontre : Honoré Beaugrand (1848-1906)

Conférence prononcée le 22 novembre 2016 à l'auditorium de la Grande Bibliothèque

Invité: Jean-Philippe Warren, sociologue et biographe

Animateur : Éric Bédard, historien Texte publié le 7 décembre 2016



Honoré Beaugrand (1848-1906). Source: Wikimedia Commons, domaine public.

Il est des vies prédestinées à l'aventure. Né le 24 mars 1848 dans la paroisse Saint-Joseph de Lanoraie, Honoré Beaugrand commence ses jours sous des étoiles favorables. Sur son acte de baptême, établi au nom d'Honorius Champagne, apparaissent trois patronymes qui marqueront à jamais son existence : celui de son père, d'abord, Louis Beaugrand dit Champagne (1822-1890), navigateur sur le Saint-Laurent, un homme entreprenant qui descend d'une souche française transplantée à la fin du Régime français ; celui de sa mère, ensuite, Marie-Josephte Marion (1822-1856), que tout le monde appelle Joséphine, et dont

le père, Louis, est marchand et aubergiste ; celui de son parrain, enfin, Louis Gonzague Lafontaine (1802-1889), un cultivateur prospère.

Ces trois noms de famille forment une constellation influente, et bien des engagements du futur fondateur de *La Patrie* s'éclairent par le fait qu'il a grandi au milieu de personnages hardis qui appartiennent à un milieu aisé, vibrent au nom de la France, s'animent au bruit des épées et des mousquets et ne se cachent pas d'être de farouches patriotes. Non seulement Louis Beaugrand dit Champagne, Louis Marion et Louis G. Lafontaine sont





officiers de milice et occupent trois des sept postes de juges de paix dans le village de Lanoraie, mais ce sont aussi de vrais « Rouges » qui en mènent large dans les batailles électorales de leur comté. Ces hommes instruits et politisés, dont l'action s'insère dans de vastes réseaux régionaux, n'hésitent pas à signer des pétitions afin de faire avancer les causes qui leur sont chères et à exercer une influence prépondérante au sein de leur communauté, notamment en acceptant de briguer des postes aux élections municipales. Aussi, à l'échelle locale, il est difficile de démêler les fils de la politique et de la famille.

En décembre 1856, Honoré devient orphelin alors qu'il n'a que huit ans. En 1859, il est envoyé comme pensionnaire au collège de Joliette (dont le nom officiel est Collège Joliette), un établissement d'élite qui accueille alors une centaine de garçons. La nature de l'établissement, classé collège industriel et non collège classique, répond aux attentes de Louis Beaugrand dit Champagne, homme connu pour ses vues pratiques. Patronné par Barthélemy Joliette, le cours « industriel » donné au collège de Joliette par les clercs de Saint-Viateur se veut à la fois moins abstrait et rigide que le cours classique ordinaire, plus tourné vers l'avenir aussi. Les éducateurs mettent l'accent sur l'anglais plutôt que sur le latin ou le grec, sur l'histoire d'Angleterre plutôt que sur l'histoire de l'Égypte, sur le calcul et la tenue de livres plutôt que sur la poésie d'Ovide.

Honoré fait une année de préparation (1859-1860), passe ensuite en éléments français (1860-1861), termine sa syntaxe française (1861-1862) et fait la première année du cours commercial en classe des belles-lettres (1862-1863). Élève studieux et appliqué, il laisse le souvenir d'un lecteur vorace qui passe ses temps libres à la bibliothèque. Il se distingue dès la première année par sa bonne conduite.

Une fois ses études terminées, Honoré décide, alors qu'il vient de fêter son quinzième anniversaire, de devenir clerc de Saint-Viateur. Il entre en communauté le 14 avril 1863, poussé sans doute par le maître des novices, qui n'est nul autre que P. G. Paul, le professeur de violon d'Honoré, de qui ce dernier se sent sans doute assez proche. Ce choix semble à première vue aller à l'encontre des traditions libérales de sa famille. Les foyers rouges ne





sont pas connus pour être des pépinières de vocations religieuses. En revanche, son père, catholique pratiquant, n'a jamais été anticlérical et les idées plus progressistes des clercs de Saint-Viateur n'ont rien pour lui déplaire. Honoré Beaugrand ne rompt donc pas tant avec son milieu Rouge que l'on pourrait le penser en envisageant une carrière religieuse. Il peut lui sembler que la nationalité canadienne-française a besoin de s'appuyer sur « le roc immuable du catholicisme ». Dans les années 1860, cet enlacement du nationalisme et du catholicisme est visible dans une pléiade de secteurs et donnent lieu à des alliances inédites. Par exemple, en février 1863, Beaugrand est abonné au *Foyer canadien*, une revue littéraire et historique qui n'est pas pour rien dans l'essor des lettres canadiennes-françaises et qui combine, au sein de son comité éditorial, le gaumisme ambigu de l'abbé Henri-Raymond Casgrain et le libéralisme modéré d'Antoine Gérin-Lajoie.

Sa sortie du noviciat à l'hiver 1864, avant de prononcer ses vœux, n'a rien non plus d'extraordinaire. Sur les cinquante-neuf postulants de la communauté de 1863, ils sont sept à avoir abandonné le surcot viatorien dès l'année suivante, ce qui indique un taux d'attrition qui, sans être important, n'est pas négligeable. Beaugrand vient d'avoir seize ans, âge où l'on commence à penser au mariage et à rêver de voir du pays, d'accomplir des exploits et de faire fortune. Il quitte les ordres sans animosité ni amertume, conservant au contraire une réelle sympathie pour les clercs de Saint-Viateur et cultivant des amitiés pour des membres du clergé de la région Lanaudière. Le « défroqué », selon le sobriquet dont ses adversaires l'affubleront méchamment, a hâte de connaître le monde.

En 1860, la moitié de la population de Lanoraie a moins de vingt ans, ce qui soulève la question de l'établissement de la jeunesse. La situation économique a beau être encourageante depuis la signature du traité de réciprocité avec les États-Unis, en 1854, certaines filières professionnelles sont engorgées, comme le proclame le récit de *Jean Rivard, le défricheur*, publié en deux parties pour la première fois dans *Les Soirées canadiennes* et *Le Foyer canadien*, en 1862 et 1864. Dans ce roman célèbre, Antoine Gérin-Lajoie peint de couleurs sombres les perspectives d'avenir de la jeune génération







Joseph Doutre (1825-1886). Source: *Montreal, its history, (...),* 1875, p. 62.

canadienne-française. Beaugrand accumule dans ces années une forte dose d'amertume, une rancœur qu'il transformera en réquisitoire contre ceux qui administrent un pays rempli de ressources et qui n'ont pourtant rien d'autre à offrir à leurs concitoyens que désillusion et infortune.

Beaugrand fréquente les réunions de l'Institut canadien de Montréal, et probablement aussi sa bibliothèque, riche de livres et de journaux importés d'Amérique et d'Europe. Bercé dès sa jeunesse par la mythologie des Rouges, impressionné par le brouhaha de la métropole, sans véritable expérience de la vie et pressé de se faire un nom dans le monde, Beaugrand ne peut qu'être ébloui par les discours emphatiques des

tribuns qu'il se plaît à aller entendre à l'Institut et qui le changent des prêches contre l'influence perfide du libéralisme dont il a été gavé au collège. Il a le bonheur de côtoyer quelques-uns des membres les plus éminents de l'Institut canadien, dont Joseph Doutre (1825-1886), qui restera jusqu'à la fin l'un de ses maîtres à penser. Cet anticlérical, de près de vingt-cinq ans son aîné, est convaincu que l'Institut canadien a réussi à jouer un rôle positif auprès des élèves qui jusque-là sortaient des établissements scolaires sans être préparés aux tâches qui les attendaient dans le monde.

Bien que rempli d'admiration pour les vieux Rouges, dont au premier rang Doutre et Papineau, Beaugrand est surtout impressionné par les plus jeunes, qui lui apparaissent, à lui qui vient à peine de sortir de la serre chaude du pensionnat, comme des « dieux [1] ». Ce que certains appelleront plus tard, avec un brin de nostalgie, « la belle génération de







John A. Macdonald (1815-1891). Source: Wikimedia Commons, domaine public.

1864 [2] » voit l'émergence dans le paysage québécois d'intellectuels de très grande valeur : Arthur Buies (1840-1901), qui revient d'Europe où il s'est battu dans les armées de Garibaldi; Alphonse Lusignan (1843-1892), le rédacteur impénitent du Pays; Christophe-Alphonse Geoffrion (1843-1899), avocat dans les bureaux d'Antoine-Aimé Dorion; Jean-Baptiste Couillard, mélange singulier d'aristocrate et de coureur de bois, qui dénonce avec véhémence les « tendances antinationales » d'une future confédération canadienne; sans oublier Wilfrid Laurier (1841-1919), l'orateur à la langue d'argent.

Ces esprits libres se passionnent pour la question de l'union des colonies britanniques d'Amérique du nord, dénonçant, de concert avec un grand nombre d'autres concitoyens (dont Louis B. Champagne qui, alors maire de Lanoraie, vote en assemblée des résolutions afin de faire obstacle au projet d'union des colonies britanniques d'Amérique du nord), un stratagème conservateur qui aura pour résultat de noyer l'élément canadien-français dans un ensemble protestant et anglais [3]. Ils ont peine à croire que George-Étienne Cartier, faisant alliance avec le clergé catholique, puisse livrer l'ancien Bas-Canada à John A. Macdonald sans s'inquiéter outre mesure du sort de sa nationalité et sans penser consulter la population de la province.

L'année 1865 débute et Beaugrand n'a toujours pas de véritable situation. L'occasion se présente alors de faire carrière dans la milice canadienne. Afin de contrer les menaces qui semblent peser plus que jamais sur la colonie, le gouvernement de John A. Macdonald consent à faire des dépenses militaires extraordinaires. Entre ces contributions, l'une des plus importantes est l'établissement d'écoles d'officiers. La promesse d'une telle somme





éveille chez plusieurs des ambitions qui n'attendaient que cette occasion pour éclore. L'ouverture de l'École militaire de Montréal, le 28 février 1865, représente en effet une véritable aubaine pour la jeunesse désœuvrée de la métropole, mais il ne faut pas oublier que, pour ceux qui se pressent à ses portes, le prestige attaché à l'uniforme du soldat exerce une fascination peut-être tout aussi puissante que la solde. Aussi, Montréal se militarise en peu de temps, comptant bientôt en son sein 4 000 miliciens et soldats, ce qui encourage, par un effet d'entraînement naturel, l'enrôlement de toujours plus de volontaires.

Inscrit à la fin du mois de juin au tout début du mois de juillet à l'École militaire de Montréal, Beaugrand mène une existence qui est loin d'être remplie de rebondissements. Pendant cinq semaines, sous l'œil plus ou moins sévère des commandants qui tentent d'inculquer aux jeunes cadets les rudiments de l'art de la guerre, les candidats s'initient maladroitement au code disciplinaire, répètent avec monotonie les manœuvres et suivent la routine des casernes. Se tenir droit, marcher au pas, ne pas échapper sa carabine, voilà à quoi se résument l'essentiel des leçons : « Nous nous rappelons toujours l'apparence pacifique des bataillons que commandaient jadis les candidats aux honneurs de l'École militaire de Montréal. Deux hommes tenant chacun les bouts d'une longue ficelle faisaient les frais d'une compagnie et dix compagnies ainsi équipées composaient un bataillon. Grand total ordinaire de soldats par bataillon : 20 hommes commandés par au moins 35 officiers. C'était le bon temps alors ! On jouait au soldat avec une bonhomie qui faisait honneur à la crédulité de nos jeunes aspirants à la gloire militaire [4]. »

Entrée comme simple soldat, Beaugrand sort de l'École militaire le 12 août 1865 avec un certificat qui lui permet de commander un bataillon. Il fait partie d'une compagnie du 65<sup>e</sup> Régiment, les Chasseurs canadiens, une unité de troupes légères et le seul corps francophone à Montréal. Stationné à Frelighsburg, dans les Cantons de l'Est, Beaugrand se heurte rapidement à certaines décisions contestables de l'administration centrale. Croyant en avoir assez vu, il est tenté d'imiter ses compatriotes qui choisissent de quitter les rangs de l'armée. Cette défection est d'autant plus invitante que le Canada n'est pas en





guerre et que les bandes féniennes tardent à se manifester, ce qui condamne les soldats à la passivité. Beaugrand s'impatiente de n'avoir rien ni personne à combattre et se demande pourquoi il s'obstinerait à être soldat dans une armée au repos.

Comme quantité de jeunes, Beaugrand se cherche un champ de bataille. La guerre civile américaine étant terminée depuis avril 1865 et l'enrôlement dans l'armée pontificale étant pratiquement impossible avant 1868, peu d'options s'offrent à lui, et c'est pourquoi, bien que lointaine, la guerre que se livrent au Mexique les bandes républicaines rebelles et l'armée impériale de Maximillien, soutenue par la France, suscite en lui le plus vif intérêt, ce pays ayant conservé dans son cœur une valeur particulière. Chez maints anciens des campagnes qui ne peuvent croire à un abandon définitif de la France est resté vivace l'espoir que « nos gens vont revenir », et ils sont nombreux ceux qui n'ont pas renoncé, en 1865, à voir flotter un jour le drapeau tricolore sur la vallée du Saint-Laurent [5]. En attendant que ce rêve se réalise, les Canadiens français qui s'imaginent que la destinée du Nouveau Monde oppose les races saxonne et latine peuvent se réjouir de l'établissement d'une zone d'influence française au Mexique qui promet de contenir la prodigieuse expansion anglophone sur le continent.

Parti au Mexique, Beaugrand ne peut imaginer dans quel genre de bourbier il s'apprête à plonger. Dès son arrivée à Veracruz à l'automne 1865, Beaugrand doit s'apercevoir que la situation de l'armée française est beaucoup plus précaire que ne le proclamaient les journaux qu'il lisait à Montréal. Les provinces de Coahuila et de Nuevo León viennent de tomber aux mains de l'ennemi, et la ville de Matamoros est menacée.







Charles-Louis Du Pin (1814-1868). Source: Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0.

À Mexico, bien que pourvu de lettres de recommandation et de son certificat d'officier canadien de deuxième classe, Beaugrand est accepté dans l'armée française comme simple soldat, son jeune âge et son statut d'étranger ayant sans doute joué contre lui. Il ne perdra toutefois pas de temps à monter en grade, puisque, dès l'année suivante, il sera promu maréchal des logis (ce qui correspond à un grade de sergent) dans une compagnie montée. Deux facteurs favorisent son avancement comme sous-officier: d'une part, l'unité qu'il intègre, naguère commandée par le colonel Charles Louis Du Pin, est la plus dangereuse de toutes, et qui dit risques élevés dit aussi promotions rapides; d'autre part, l'armée française est en pleine débandade.

Un an plus tard, déjà, la guerre du Mexique tire à sa fin. Témoins de victoires sans suite et d'inutiles chasses à l'homme, les soldats de Maximilien ont réalisé depuis longtemps l'absurdité de leur combat. Les morts s'accumulent sans que l'armée française ait avancé d'un pouce. Ou plutôt elle avance, mais comme on avance sur des sables mouvants, chaque pas en avant la faisant s'enfoncer davantage. On réclame le rapatriement des soldats qui se battent pour une cause perdue. Le 12 mars 1867, les derniers soldats du corps expéditionnaire quittent Veracruz. Le rideau vient de tomber sur un rêve chimérique.

Avec le reste des troupes françaises envoyées au Mexique, Beaugrand débarque à Toulon en février ou mars 1867 [6]. C'est la première fois qu'il foule le sol de la France, et l'on peut supposer que le jeune homme de dix-neuf ans qui s'est tant bercé d'histoires romantiques de la mère patrie est ému. La découverte des salons et des théâtres le changent de la





fraternité des collèges et de la camaraderie des casernes. Au-delà de l'apprentissage des belles manières, Beaugrand profite de son séjour en Europe pour élargir ses idées sociales et politiques. Lui qui affirmera un jour que l'atmosphère intellectuelle en France est de force à libéraliser un capucin doit être impressionné par les courants d'idées qui circulent dans la ville lumière.

À son retour de France, vers décembre 1867, Beaugrand choisit, contre toute attente, de s'installer à La Nouvelle-Orléans. La période de la « reconstruction » offre des occasions de travail appréciables, et le français, quoiqu'en déclin, continue d'être parlé par une bonne proportion de la population blanche, noire et créole. Beaugrand affirme y avoir exercé le métier de pelleteur de charbon, mais un grand nombre de sources soutiennent qu'il tâte aussi en ces années du journalisme et que c'est dans cette ville qu'il apprend les rudiments du métier [7].

Beaugrand continue dans sa nouvelle carrière, d'une certaine manière, la vie de soldat qui fut la sienne. Dans une époque de puissantes polémiques et de luttes politiques épiques, la plume est une arme, le journaliste un spadassin et l'espace public, un champ de bataille. On assène des coups, on en reçoit, on lutte dans l'arène avec passion et ardeur. La carrière du journaliste est faite de contentions et de rixes. Celui qui bagarre dans les colonnes d'un quotidien pour le droit et la vérité ne peut pas être un lâcheur ; il doit être sans cesse sur la brèche. Pour lui, nul repos, nulle trêve. Beaugrand est, à cet égard, un formidable ferrailleur qui connaît aussi bien la botte assassine que l'esquive, aussi bien la riposte que la parade. Ne reculant pas devant les échanges musclés, il croit que les affrontements entre gens de plume doivent se dérouler dans l'arène publique, « sabre au poing ».

Après quelques mois à La Nouvelle-Orléans, Beaugrand reprend la route du Mexique, ayant obtenu, en 1869, un emploi comme comptable-interprète au sein de la Compagnie du chemin de fer mexicain qui assure la liaison entre Veracruz et Mexico [8]. Après environ un an, il quitte son poste à la Compagnie du chemin de fer mexicain et, en juin 1870, l'ancien marin d'eau douce s'enrôle dans la marine américaine. Il est stationné à la base





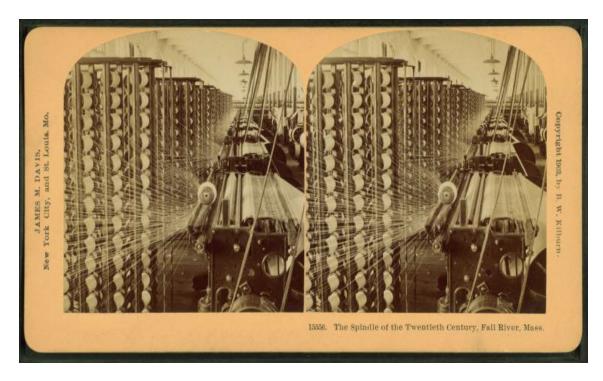
navale de Pensacola, au nord-ouest de la Floride, pas très loin de Mobile et de La Nouvelle-Orléans. En août 1870, il obtient le grade de caporal et, le 13 décembre de la même année, il est promu sergent.

Ayant quitté les rangs de l'armée américaine à l'automne 1871, Beaugrand se rend en Nouvelle-Angleterre. En juillet ou d'août [9], il déménage à Fall River, au Massachusetts, et habite avec son frère Télesphore une maison de chambres. Fall River est alors le centre manufacturier de tissus de coton le plus florissant des États-Unis. Pour résumer ce dynamisme économique par une image, l'on peut dire que Fall River est aux États-Unis ce que Manchester est à l'Angleterre : un centre incomparable d'industrie. Les manufactures qui champignonnent attirent chaque année des milliers de personnes. La « ville du fuseau » (*spindle city*), qui comptait 11 524 habitants en 1850, en regroupe 16 000 en 1860, 27 191 en 1870 et 47 883 en 1880.

Parmi les immigrants qui viennent chercher du travail à Fall River, on distingue, à côté des Anglais, des Écossais et des Irlandais qui forment le gros de la population, un nombre croissant de Canadiens français. Eux qui ne représentaient qu'une communauté très réduite avant la guerre de Sécession deviennent à partir de 1870, et surtout à partir de l'inauguration d'une liaison ferroviaire directe avec Montréal en 1872, une communauté nombreuse et bouillonnante. Ils arrivent du Québec par train en groupes de cinquante, parfois cent, en quête de travail bien rémunéré et encouragés dans leurs espoirs par des agents qui sillonnent les campagnes québécoises afin de recruter les ouvriers dont les industries de Nouvelle-Angleterre ont besoin.







Filature de Fall River (Massachusetts), capitale américaine du textile. Source : Wikimedia Commons, domaine public.

Quand Beaugrand débarque à Fall River, 5 700 de ses compatriotes l'ont précédé et forment un bloc qui représente déjà 14 % de la population totale. Leur situation économique s'améliore rapidement. Dès le tout début de leur arrivée, les Canadiens français s'empressent de se donner des institutions nationales. Ne serait-il pas temps de fonder un hebdomadaire local qui, s'adressant à des lecteurs peu familiers avec la langue de Shakespeare, puisse prendre part aux débats qui agitent l'Amérique tout en donnant à ses abonnés des nouvelles du Canada ? Répondant par l'affirmation, Beaugrand met à exécution, à l'été 1873, « le projet favori que depuis longtemps nous avions en tête d'établir à Fall River une feuille hebdomadaire, qui représenterait, ici, les intérêts de nos compatriotes émigrés, et qui travaillerait constamment à disséminer parmi eux les connaissances aujourd'hui si nécessaires à la réussite de toute entreprise [10] ».





Le 19 juillet 1873 paraît le premier numéro d'un hebdomadaire de huit pages, *L'Écho du Canada*. Le nom choisi trahit l'intention de son directeur, qui cherche à rapprocher les Canadiens français émigrés de leur famille et de leurs amis restés au pays. Il lui semble qu'un lien plus fort devrait unir les Canadiens français d'un côté et de l'autre de la frontière canado-américaine. Le nom du journal *L'Écho du Canada* doit par conséquent s'entendre un double sens : à la fois « relais » de ce qui se dit et s'écrit au Canada et « expression » d'un « Petit Canada » aux États-Unis. Revenant sur les motifs ayant présidé au lancement de son journal six mois plus tôt, le directeur écrit à l'intention de ses lecteurs : « Notre but principal, le but de nos rêves les plus enthousiastes, était de travailler corps et âme à conserver intact dans le cœur de chaque Canadien français éloigné de la patrie cet héritage d'amour impérissable que nous a légué la France, notre mère, pour tout ce qui se rattache à notre langue, à nos mœurs et à notre religion ; cet héritage du souvenir et de la reconnaissance, pour le sol béni qui nous a vu naître et qui, nous l'espérons, nous verra tous mourir [11]. »

Curieusement, alors que *L'Écho du Canada* se présente, dans son premier numéro du 19 juillet 1873, comme un périodique publié « uniquement dans l'intérêt de la population canadienne-française » et fait du cri des anciens Canadiens, « Dieu, Honneur et Patrie! », sa devise, Beaugrand choisit d'intégrer personnellement un milieu protestant et anglophone. Il s'unit, le 5 octobre 1873, à Eliza Walker à l'église méthodiste Saint-Paul. Il a alors le même âge que le héros de *Jeanne la fileuse*, vingt-cinq ans, et, comme lui, il épouse une femme d'un milieu modeste, le père d'Eliza étant gardien de nuit et l'un de ses frères travaillant comme ouvrier dans une manufacture [12]. Eliza elle-même est employée dans une filature. Le mariage a peut-être été précipité par la grossesse de la jeune fille de dix-huit ans, car celle-ci accouche, le 19 mai 1874, sept mois et demi après leur union, d'un enfant qui meurt le jour de sa naissance.

Beaugrand fait un pas de plus vers l'apostasie et entre dans une loge maçonnique de rite écossais, la loge King Philip. Le 3 juin 1873, il obtient le grade d'apprenti et, trois mois plus





tard, celui de compagnon. En 1877, un article du *Standard* de Londres au sujet des progrès de la franc-maçonnerie inspirera à Beaugrand le commentaire suivant : « Partout, dans tous les pays du monde civilisé, la franc-maçonnerie exerce une influence considérable et tend à inspirer aux peuples l'amour de la justice, de la liberté et de la charité [13]. » Cette vision sociale et politique, basée, primordialement, sur la nécessité d'une éducation publique indépendante des croyances religieuses, attire Beaugrand. Or, à l'évidence, ce programme est anathème pour l'Église catholique, qui tempête contre les menées souterraines des francs-maçons visant à laïciser l'enseignement dans les écoles. Les membres de cette « secte » sont pour le clergé les instruments du diable qui cherche, par ce moyen secret, à pervertir la jeunesse et anéantir l'œuvre du Christ. L'Église demande donc aux catholiques de démasquer les francs-maçons afin de les livrer à la vindicte populaire.

Beaugrand sait le risque qu'il court à se déclarer publiquement franc-maçon. C'est pourquoi, en 1873, il aurait été difficile pour un lecteur de *L'Écho du Canada* de deviner l'appartenance de son directeur à une loge. S'en tenant à une ligne éditoriale aussi neutre que possible, il promet de donner aux lecteurs des nouvelles de qualité et, surtout, de demeurer objectif en matières politiques et religieuses. Pas question pour les collaborateurs du journal de participer aux polémiques de l'heure, ce qui pourrait aliéner une partie du lectorat de Fall River. Beaugrand tente de se protéger contre les foudres du clergé en adoptant « un ton un peu jésuitique », comme il l'écrit en août 1874 à son ami Alphonse Lusignan. « Ici comme au Canada, nous avons les cléricaux qui ont le dessus et ma foi "à Rome comme à Rome". Mais sois persuadé que je suis un des "Libéraux" et j'aimerais à pouvoir dire ce que j'ai sur le cœur vis-à-vis de la *calotte* [14]. » Sans renier ses principes, il entend tester leur élasticité en attendant d'être mieux installé dans le métier et d'avoir les coudées plus franches.

Le 9 juin 1875, Beaugrand cède son entreprise à Louis G. H. Archambault et Henri Boisseau. Il a en effet accepté un poste d'administrateur-gérant au *Bien public*, à Montréal. Né en avril 1874, un peu plus de deux mois après l'élection du premier gouvernement





libéral fédéral de la jeune fédération canadienne, *Le Bien public* poursuit sur la lancée de *L'Opinion publique* et souhaite être un organe au service non seulement du commerce et de l'industrie, mais aussi du Parti (libéral) national fondé trois ans plus tôt. Il s'agit de montrer une face modérée du libéralisme, conciliant propagande nationale et apostolat catholique. Les directeurs en sont Laurent-Olivier David et Cléophas Beausoleil. Le premier est déjà connu pour la qualité de sa prose, le second, un ancien du collège de Joliette, pour ses solides connaissances économiques. Dans l'équipe du journal apparaissent les noms de futurs collaborateurs de *La Patrie*: Ernest Tremblay, Hector Berthelot, Joseph-Damase Chartrand. « À quatre heures sonnées, se souviendra Beaugrand, nous allions, chaque jour, boire un bock et c'était Berthelot, le pauvre défunt Berthelot, qui nous racontait des histoires à se tordre [15]. » Tous ces hommes, qui forment en privé une société de rouges bon teint, acceptent de mettre un peu d'eau bénite dans le vin de leurs idées laïcistes et républicaines.

À l'automne 1875, Beaugrand retourne aux États-Unis pour y lancer *La République*, un hebdomadaire grand format de 32 colonnes. La réputation du rédacteur en chef est déjà, à ce moment, solidement établie, et le tirage est conséquemment fixé à mille exemplaires. Dans son prospectus, Beaugrand énonce les principes élémentaires qu'il entend respecter. Il revendique un langage simple, pratique et informatif. Pas question pour lui de s'abaisser à de viles querelles. « Nous tâcherons toujours de discuter froidement, dignement et surtout poliment les questions d'intérêt public, et nous n'hésiterons jamais à dire franchement et carrément notre manière de voir [16]. » *La République* publie des chroniques et un feuilleton. Le lecteur y trouve des faits d'actualité, des nouvelles générales, des blagues, des historiettes, des faits divers. Les lectrices ne sont pas oubliées, pas plus que les enfants. Du point de vue de la facture, l'hebdomadaire est une grande réussite, avec des colonnes aérées et une présentation à la fois sobre et efficace. Pour les rédacteurs du *National*, qui sont, il est vrai, de vieilles connaissances, *La République* est le journal canadien-français « le mieux rédigé et le plus complet des États-Unis [17] ».





Le nom du journal doit être lu de trois façons. La référence à la République française est la plus manifeste. Passionné par les débats qui agitent la France, Beaugrand se réjouit, comme s'il était citoyen de ce pays, de ce que les lois constitutionnelles de 1875 ont instauré définitivement la Troisième République. La république de Beaugrand, c'est aussi les États-Unis. Terre d'opportunités, où chacun trouve du travail pourvu qu'il soit le moindrement entreprenant, terre d'égalité, où l'on ne demande pas à l'immigrant sa nationalité ou sa confession religieuse, terre de liberté, où les opinions des citoyens sont respectées, les États-Unis lui semblent un pays béni. Enfin, en troisième et dernier lieu, il faut comprendre le nom du nouveau journal de Beaugrand dans un sens partisan, vu que le rédacteur, qui juge le Parti démocrate trop dépensier et hypocrite, penche résolument du côté des républicains, comme la plupart des hommes d'affaires de l'époque.

Trois fois républicain, Beaugrand ne tarde pas à entrer en conflit avec quelques-uns de ses confrères journalistes, et en particulier avec Ferdinand Gagnon (1849-1886) qui a fondé, le 16 octobre 1874, un journal promis à un bel avenir, *Le Travailleur* [18]. Les deux hommes ont le même âge, les deux sont patriotes, les deux souhaitent travailler au développement des Petits Canadas, mais le fossé du laïcisme sépare leur pensée. Beaugrand est librepenseur, Gagnon est ultramontain. On raconte que si le premier est Voltaire, le deuxième est Louis Veuillot. Ils sont l'un vis-à-vis de l'autre comme l'eau et le feu. Le directeur du *Travailleur* s'acharne contre *La République* en général et contre son propriétaire en particulier.

La radicalisation de Beaugrand depuis son départ pour le Mexique, plus de dix ans auparavant, est tangible. De catholique respectueux dans *L'Écho du Canada*, il est devenu indépendant en passant au *Bien public*, et est désormais républicain à *la française* dans *La République*. Il n'a peut-être pas changé, étant resté attaché depuis sa jeunesse à l'école de Papineau, le grand tribun annexionniste et libre-penseur, mais il est certain qu'il voile moins ses opinions que par le passé. Plus déterminé que jamais, Beaugrand cherche à dissiper les malentendus. Au rédacteur du *Protecteur canadien*, installé lui aussi à Fall





River, il déclare dans un article intitulé « Droit au but » : « En politique canadienne, vous êtes conservateur, et nous sommes franchement et carrément libéral, disciple de l'école fondée par Louis-Joseph Papineau. En politique française, en tant que vous vous en occupez, vous êtes réactionnaire ; nous sommes républicain de l'école des Thiers, des Grévy, des Simon et des Gambetta. En politique américaine, vous êtes démocrate ; nous sommes républicain, admirateur de la ligne de conduite suivie jusqu'à présent par le président Hayes [19]. »

L'éditeur du *Protecteur canadien* somme Beaugrand de dire, une fois pour toutes, dans quel camp il se range et de cesser de jouer à l'hypocrite en publiant ses facéties. Piqué au vif, Beaugrand répond qu'il n'entend pas « reculer d'une semelle » et que « la chose en est rendue à un tel point qu'il faut en finir d'une manière ou d'une autre, et puisqu'il faut du scandale au *Protecteur* et à ses mignons, ils en auront [20] ». Les insinuations et provocations des feuilles rivales ne lui font pas peur. « Allez-y ferme, Messieurs ! Vous avez pour vous combattre un homme qui se moque de vous et des vôtres, et qui n'a jamais appris à baisser la tête devant l'obscurantisme [21]. » Dans *La République* du 26 janvier 1878, répondant à une série de questions précises qui lui ont été adressées par le *Protecteur*, Beaugrand se laisse ainsi aller à une profession de foi qui va le suivre pour le reste de sa carrière, cette confession étant, pendant plus de quinze ans, régulièrement reproduite dans les journaux des États-Unis et du Canada qui cherchent à le discréditer.

Nous allons faire un plaisir énorme au *Protecteur*, car nous allons lui faire l'honneur de répondre catégoriquement à ses questions de manière à ce que son digne propriétaire puisse se servir de nos réponses pour soulever contre nous les préjugés religieux de ses abonnés. Ce n'est pas un petit honneur que d'être détesté par cette clique d'ignorants fanatisés et puisque l'affaire coûte si peu nous allons nous payer ce plaisir-là. Eh bien ! cher *Protecteur*, redites-le à vos lecteurs.

- 1. Nous sommes franc-maçon et même franc-maçon très avancé.
- 2. Nous sommes libéral très avancé.





- 3. Nous sommes l'admirateur enthousiaste des principes de la Révolution française et partisan de la Déclaration des droits de l'homme.
- 4. Nous marchons, et nous en éprouvons un immense orgueil, sous l'étendard du progrès et de la civilisation.
- 5. Nous sommes admirateur et partisan des principes politiques de MM. Grévy, Simon et Gambetta.
- 6. Nous croyons et nous pratiquons ce que bon nous semble, parce que la Constitution américaine ne connaît pas de religion d'État.
- 7. Vous mentez comme un valet, qui que vous soyez [...], lorsque vous dites que nous nous moquons des catholiques et que nous prônons le mariage civil.
- 8. Vous auriez dû ajouter à tout cela le fait très important que nous avons des griffes aux mains et aux pieds, des cornes de diablotins sur la tête, (ne pas confondre) une queue d'une lieue de longueur, et une envie démesurée de faire rôtir un chrétien à la broche et de le manger un vendredi matin.

Êtes-vous contents, saints apôtres de la réaction? Maudissez-nous sur toutes les gammes, fourbissez vos tonnerres, lancez vos excommunications et lorsque vous aurez terminé votre sale besogne, vous aurez la bonté de nous le faire savoir afin que nous puissions trouver encore l'audace de nous montrer dans la rue pour braver les regards fulminants des tartuffes de votre école [22].

Une telle déclaration fait l'effet d'une bombe dans le Landerneau canadien-français. Le tollé est général chez les bien-pensants. La situation de Beaugrand est devenue intenable. Avec le numéro du 9 ou du 16 mars 1878, le bouillant directeur met fin à la publication de *La République* et choisit de relever de nouveaux défis au Canada. En avril, on le retrouve occupant le poste de clerc surnuméraire au Parlement fédéral que lui propose le gouvernement Mackenzie. Cet emploi temporaire lui garantit un salaire sans exiger de véritable travail, ce qui lui permet de s'occuper de la publication d'une feuille libérale à Ottawa, *Le Fédéral*, dont le premier numéro sort des presses le 4 mai. Mais le 24 juillet,





déjà, Beaugrand cède ses parts du journal à Horace de Grandmont. Il annonce qu'il entre à la rédaction du *National* (le journal des libéraux de Montréal qui, en 1872, a pris la relève du *Pays*). Il s'installe avec son épouse, Eliza, au 24 de la rue Saint-Gabriel, à proximité du palais de justice et de l'hôtel de ville, dans la rue par excellence des politiciens, des avocats, des notaires et des journalistes, et juste en face, ce qui n'est pas pour lui déplaire, des anciens locaux de l'Institut canadien.

Tout en travaillant au *National*, Beaugrand lance le 26 octobre *Le Farceur*, journal humoristique qui publie des feuilletons, des anecdotes, des historiettes, des charades et des aventures burlesques [23]. Les caricatures, dues à la plume d'Henri Julien, autrefois du *Canadian Illustrated News* et de *L'Opinion publique*, se distinguent par leur finesse. Cependant, au moment où *Le Farceur* est lancé, il n'y a pas grand-chose de drôle pour les libéraux du Québec. Alors qu'en 1874 les perspectives du Parti libéral paraissaient radieuses, l'avenir semble désormais assez sombre. À Québec, le parti de Joly se réveille au lendemain des élections du 1er mai 1878 avec un siège de moins que les conservateurs de Joseph-Adolphe Chapleau mais réussit à se maintenir au pouvoir en ralliant deux conservateurs indépendants. Cette position précaire l'empêche d'agir à sa guise pendant les dix-huit mois où il s'accroche au pouvoir. À Ottawa, les élections de septembre 1878 ont pour leur part abouti à la réélection aussi éclatante qu'inespérée de John A. Macdonald. Les libéraux se trouvent par conséquent dans une mauvaise posture. Les plus veules ou les plus arrivistes commencent à abandonner le navire.

Victime d'une crise qui affecte l'ensemble du monde atlantique, l'économie québécoise se dégrade : les faillites se succèdent et le chômage augmente. À Montréal, les finances du National sont mauvaises : le nombre des abonnés de la feuille libérale ne cesse de décliner, et ceux qui lui restent fidèles ne paient pas leurs factures. Les marchands arrêtent d'envoyer leurs annonces. Comme si ce n'était pas suffisant, les élections de septembre 1878 ont signé la fin du patronage du gouvernement central. *Le National* ne peut plus toucher, entre autres, aux lucratifs contrats d'impression de l'État fédéral. Avec le numéro du samedi 22





février 1879, *Le National* ferme boutique. L'heure est grave pour les Libéraux de Montréal, qui se retrouvent du jour au lendemain sans organe.

Personne ne veut se lancer dans l'aventure d'une nouvelle publication tant l'entreprise paraît suicidaire. Advenant même que l'argent soit trouvé pour assurer l'impression des premiers numéros, le journal est condamné à expirer en peu de temps, ne pouvant compter sur la complicité du gouvernement. On propose d'avancer la somme de 2 500 dollars (à raison de 50 dollars par semaine) à Beaugrand à condition que celui-ci s'engage à faire paraître un journal le lundi suivant (deux jours plus tard) et à en maintenir la publication pendant un an. Beaugrand ne perd pas une minute. Le lundi 24 février 1879, en après-midi, *La Patrie* fait paraître son premier numéro sur quatre petites pages. Comme la feuille ne fait en somme que continuer sur la lancée du *National*, les grandes déclarations de principes sont superflues. On affirme d'emblée qu'il est « inutile de répéter ici ce qui a déjà été dit cent fois et plus [24] ». Combattre John A. Macdonald à Ottawa, appuyer Joly à Québec, voilà un programme suffisant pour l'instant.



La Patrie, première année, numéro 1, lundi 24 février 1879. Source : BAnQ.





Ce sera une grande surprise pour à peu près tout le monde de voir que *La Patrie* non seulement survit à l'année, mais semble réussir à prospérer sans l'aide pécuniaire de personne. Qui aurait pu prévoir qu'un an après son lancement le journal de quatre pages tirerait à 5 000 exemplaires par jour, alors que *Le National* n'avait jamais fait mieux que 3 000 ? Et que peu après ce chiffre s'élèverait à 8 000 exemplaires ? Quelques semaines après la fondation du journal, son format est agrandi sans hausse de prix : un cent. Le 29 septembre 1879, nouvel agrandissement : la largeur de la page est portée à huit colonnes, format que *La Patrie* conserva à peu près intact jusqu'à la fin du siècle.

Tandis que les feuilles conservatrices vivent des faveurs des gouvernements, des privilèges accordés par des ministres ou des contrats donnés par les amis du parti, Beaugrand est fier de déclarer qu'il ne doit son succès à aucune subvention, cotisation ou publicité partisane. Il s'est arrangé dès le départ pour ne vivre aux crochets de personne. *La Patrie* est, pour ainsi dire, indépendante de fortune, elle qui a la chance d'offrir des abonnements et des contrats d'impression à un public libéral formé d'avocats, d'hommes d'affaires et de médecins généralement instruits et relativement à l'aise. Elle se porte bientôt acquéreuse de l'immeuble où elle a ses bureaux avec toutes ses installations, ce qui la met à l'abri des propriétaires trop voraces. Au grand scandale des feuilles conservatrices qui essuient des déficits annuels, *La Patrie* fait bombance et roule carrosse.

Les progrès de *La Patrie* ont été aussi inattendus que spectaculaires. En mai 1884, *La Patrie* réserve un accueil triomphal à Wilfrid Laurier, venu prononcer une conférence sur la vie parlementaire dans les bureaux de la rue Saint-Gabriel.







Édifice La Patrie, rue St-Gabriel, Montréal. Source: Jeangagnon, Wikimedia Commons, CC BY-SA 3.0.

Le député libéral est renversé par la richesse des lieux. « Il faut bien en croire le témoignage de ses yeux, mais il faut le témoignage de ses yeux pour le croire. Nous sommes réunis ce soir sur l'invitation d'un journaliste libéral qui nous reçoit ici, à Montréal, dans ses meubles et dans son immeuble. Oui, il ne faut rien moins que le témoignage de ses yeux pour croire à un fait si insolite dans la presse libérale de notre race en ce pays [25]. » Après avoir rappelé les sacrifices incessants qu'il fallait consentir pour maintenir à flot une bien pauvre presse libérale au temps du Pavs et du National. Laurier enchaîne en félicitant Beaugrand pour les insignes services qu'il rend à la cause du progrès. Ses succès, il les doit bien entendu à ses talents d'administrateur, cependant

Laurier rajoute que la situation politique a changé depuis dix ans et que des idées hier jugées sacrilèges font désormais partie des lieux communs. Beaugrand, ne manque-t-il pas de noter, a profité de cette évolution des opinions et des mœurs.

Beaugrand profite de son influence pour se lancer en politique municipale. Le 11 février 1885, des citoyens éminents se présentent à son domicile afin de le prier de se porter candidat à la mairie de Montréal. Son entrée en scène fait réagir ses opposants. Montréal étant une ville de tradition conservatrice, un libéral avancé ne saurait prétendre, dit-on, aux honneurs de la mairie. En outre, le nouveau venu, à trente-six ans, serait le plus jeune maire jamais élu à Montréal. On juge ridicule la candidature du rédacteur. Les supporters du candidat ne sont évidemment pas du même avis. Pour eux, Beaugrand est jeune, certes, mais c'est un défaut dont il se guérit chaque jour un peu plus. D'ailleurs, ses succès en affaires, son aisance à parler la langue de Shakespeare, son séjour aux États-Unis, ses





rapports distants avec l'Église catholique, le fait que sa femme soit américaine et que sa fille fréquente une école protestante anglaise, tout cela contribue à lui gagner des sympathies dans le milieu anglophone et protestant, qui représente alors environ 45% de la population montréalaise et une proportion encore plus grande de l'électorat.

Le 2 mars, Beaugrand est élu. Modeste dans la victoire, comme elle fut digne plus tard dans la défaite, *La Patrie* fait le lendemain l'éloge de Beaudry et rend hommage aux nombreux services qu'il a rendus à Montréal. En revanche, dans les rangs des conservateurs, c'est la consternation. *La Minerve* commence son éditorial par les mots : « Le drapeau rouge flotte sur l'hôtel de ville. » Pour les castors, cette élection est une calamité, la promesse de la révolution et de l'anarchie : « Avec M. Beaugrand, c'est le rougisme, c'est le radicalisme des anciens jours qui relève audacieusement la tête [26]. » C'est le glorificateur et l'apôtre des monstruosités de la Révolution française qui vient d'être placé dans le fauteuil du premier magistrat. Cette élection, avancent certains catholiques, est « une disgrâce pour nous au point de vue de la réputation, un désastre au point de vue des principes élémentaires et fondamentaux de toute société sérieuse » ; qui plus elle, elle a pour effet « de mettre les rieurs contre nous et de nous livrer sans merci aux quolibets et aux sarcasmes du monde civilisé [27] ». Comme personne, chez les conservateurs, ne croyait au départ que Beaugrand avait la moindre chance d'être élu, le choc de son élection n'en est que plus grand.

À peine installé dans ses fonctions, Beaugrand entreprend de réformer la présentation du budget, rénover le département d'hygiène, augmenter l'efficacité du service de canalisation d'eau et des incendies, embellir les rues et développer l'éclairage. Celui qui combat depuis des années sous la bannière du parti de la réforme doit cependant affronter une crise imprévue. Au début de l'année, en effet, la variole, ou petite vérole, s'abat sur la ville. Malgré les récits d'épouvante qui circulent, les citoyens de Montréal ne réalisent pas encore toute la gravité du problème. Pour le clergé, la mort qui s'abat sur la ville ne peut être que le juste châtiment d'un Dieu courroucé. En sacrifiant la morale à l'argent, aux



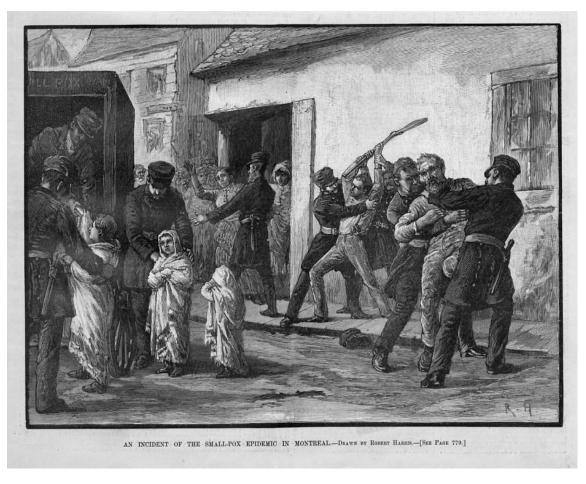


plaisirs, aux divertissements, Montréal a attiré sur elle les foudres divines. L'élection d'un libre penseur à la mairie n'annonçait-elle pas un cataclysme prochain? Il s'en trouve plusieurs pour penser, et ils le penseront longtemps, que Beaugrand, le franc-maçon, est responsable de la calamité qui décime la population montréalaise.

Le 4 septembre 1885, le lieutenant-gouverneur met en vigueur l'Acte concernant la conservation de la Santé Publique, qui rend obligatoires la vaccination et l'isolement pour toute personne en cas d'épidémie. Le 28 septembre, une émeute éclate, déclenchée par la volonté de vacciner de force les citoyens. Le grabuge attire rapidement tous ceux qui ont accumulé du ressentiment contre le travail des vaccinateurs. La police se montre incapable de contenir la rage de la population, qui défie les forces de l'ordre au chant de « En roulant ma boule » et aux cris de « Vive la France! » et « Hourrah Canadiens français! ». Le lendemain, les journalistes décrivent une scène cauchemardesque. Nourries par ces scènes de désordre, des rumeurs folles circulent qui annoncent pour bientôt un soulèvement violent et massif des citoyens de l'est de la ville. L'on répète que l'on est prêt à tuer l'agent de la santé publique qui se pointerait au seuil d'une maison infectée. « S'ils nous forcent à nous faire empoisonner par le vaccin, lance un citoyen cité par le *Herald*, nous brûlerons la ville. À bas le maire Beaugrand [28]! » Celui-ci reçoit par la poste des menaces de mort. Une compagnie de milice reste postée devant sa résidence et il ne sort plus sans ses gardes du corps et son bâton.







Résistance populaire à la vaccination, Montréal, 1885. Source : Robert Harris, dans le *Harper's Weekly*, 28 novembre 1885. Numérisé par la Ville de Montréal.

Au début du mois de novembre, des employés du Bureau de santé se rendent dans la ruelle Rolland, une voie aujourd'hui disparue, alors située au nord de la rue Notre-Dame, entre la rue de la Montagne et la rue Guy, dans un quartier surpeuplé, sale et miséreux. Les agents municipaux sont venus frapper à la porte d'un ouvrier nommé Élie Gagnon afin d'amener un de ses enfants souffrant à l'hôpital. Le père refuse d'obtempérer et menace, revolver au poing, de tirer si on s'avise de tenter quoi que ce soit. Gagnon est déterminé à ne pas se laisser faire sans résistance. Il promet du sang. On ne sait trop que faire. L'atmosphère est





tendue. Beaugrand est informé de ce qui se passe. Ses échevins et ses conseillers lui recommandent la fermeté. Nul ne peut défier impunément la loi, ou ce serait le début de l'anarchie. Le maire acquiesce et décide d'approuver l'arrestation de Gagnon et l'envoi de son enfant à l'hôpital, peu importe les conséquences. Beaugrand se dirige donc lui-même vers la ruelle Rolland sans se soucier des cris et des sifflets des résidents. Gagnon, qui s'est avancé à l'extérieur pour défier les représentants de la loi, est cueilli par deux gaillards de la police et jeté dans une voiture qui l'emporte au galop. La porte du domicile est défoncée à coup de hache. La mère en pleurs pousse des hurlements furieux. Deux jeunes enfants malades et une jeune fille, terrifiés, tremblent dans un coin. Ils sont hissés prestement dans une ambulance et évacués.

Pour la foule de la ruelle Rolland qui regarde le spectacle de l'enlèvement du père et des enfants avec effroi, Beaugrand est un monstre. Jamais de mémoire d'homme on n'avait vu ainsi des enfants arrachés à leurs parents. Le père jeté en prison, les fils séparés de leur père, l'épouse terrifiée et dévastée, voilà la rançon des agissements criminels du maire, s'emporte-t-on. Les catholiques conservateurs croient deviner derrière cette violation du sacro-saint domicile familial une première atteinte aux droits personnels, atteinte qui annonce le règne de la Terreur et les affres de la Révolution française, dont Beaugrand se vante d'être un fervent partisan. On s'élève contre les moyens brutaux et atroces d'un maire « sans âme et sans entrailles », moyens qui jettent des enfants dans la terreur, provoquent des paniques populaires et causent en définitive plus de mal que de bien.

Si les ultramontains sont atterrés, les hommes d'affaires et les propriétaires sont reconnaissants au maire d'avoir agi prestement pour rétablir la prospérité compromise de la ville. Louis-Adélard Senécal, le richissime organisateur des campagnes électorales de Chapleau, qui est aussi actionnaire de compagnies maritimes et ferroviaires, approuve son ancien adversaire libéral et le félicite d'avoir préservé la métropole de la révolution et de l'anarchie. *The Gazette*, qui s'était pourtant opposée à l'élection de Beaugrand, est obligée de convenir que ce dernier s'acquitte de sa tâche avec une efficacité et une probité rarement





vues à ce degré chez un maire de Montréal : « Il n'a jamais été guidé dans sa conduite que par l'intérêt des citoyens, et ne s'est jamais laissé influencer par de mesquines considérations de race, de religion ou par des intérêts de parti [29]. » L'élite militaire est aussi satisfaite du rôle héroïque que le maire leur a fait jouer, et lors d'un banquet organisé à l'hôtel Windsor par des officiers, Beaugrand, placé à la droite du colonel Gardiner, est qualifié de « meilleur maire que Montréal ait jamais eu ».

On aurait pu croire que l'épisode mouvementé de la petite vérole a sérieusement plombé la carrière politique de Beaugrand. Il n'est pas facile de savoir si des appuis lui ont été retirés pendant la crise, ou si le clivage entre ses adversaires et ses supporters a seulement été accentué, les positions des deux camps étant plus franches sans être changées. Ce que l'on sait, c'est qu'une autre affaire a passionné la population canadienne en 1885 et mitigé la détestation que les castors portent à Beaugrand. Alors même que la picote fait rage, la révolte des Métis dans l'Ouest enflamme les passions des Canadiens dès l'écho des premiers coups de feu, en mars 1885. Poussés à bout par l'invasion de leurs terres par des spéculateurs peu scrupuleux, les Métis des Prairies, conduits par Louis Riel qu'ils sont allés tirer de sa retraite américaine et soutenus par des bandes indiennes, ont pris les armes et défié le gouvernement central, menaçant l'avenir de la fédération et l'avancement du chemin de fer transcontinental.

Les libéraux n'épargnent aucun effort pour accabler John A. Macdonald. On assure que le premier-ministre conservateur est le grand coupable du désordre dans l'Ouest. Par contraste, le chef libéral fédéral est revêtu des attributs de magnanimité et d'équité, qualités qui promettent une résolution rapide et juste du conflit. Tous les problèmes politiques de la fédération sont ramenés, ici comme ailleurs, à une simple question de leadership. Dans ce tableau, le sort de Riel devient le symbole de la turpitude et de l'incurie des députés conservateurs qui entérinent, à Ottawa, les pires politiques assimilatrices en échange d'un siège au Parlement et des émoluments qui lui sont attachés. Le 22 novembre, a lieu sur le Champ-de-Mars une des manifestations les plus mémorables jamais tenues







Louis Riel (1844-1885). Source: Wikimedia Commons, domaine public.

dans l'histoire du Canada français. Le lieu est noir de monde, près de 40 000 personnes s'étant donné rendez-vous pour exprimer leur indignation devant le crime politique qui vient d'être commis par ceux que l'on surnomme les « pendards » et pour dire un dernier adieu au « martyr de la cause des Métis ». Il était prévu que Beaugrand prononcerait un discours, mais il est retenu chez lui depuis trois jours à cause d'un accès d'asthme.

Le maire ne décolère pas. Il doit sûrement applaudir lorsque, le 2 décembre, au cours d'une manifestation des citoyens de Lanoraie – le village où habite toujours une partie des familles Champagne, Marion et Lafontaine –, on brûle en effigie Macdonald et Chapleau. Il devine derrière l'écrasement de la révolte des Métis un engrenage machiavélique. L'épisode confirme la nécessité, pour les Canadiens français, de se prémunir vis-à-

vis d'un pouvoir fédéral qui leur échappe. À une assemblée libérale, il appuie une résolution exigeant une réforme en profondeur de la Constitution de 1867 afin de mettre un terme aux interventions arbitraires du gouvernement central dans les affaires provinciales et d'assurer que les provinces disposent à l'avenir de ressources financières suffisantes et, ainsi, ne soient plus dépendantes du trésor fédéral.

Quand l'année 1885 s'achève, l'impression d'un Beaugrand vendu aux Anglais est donc fragilisée. Il est présenté par ses partisans, au contraire, comme celui qui n'a pas craint de joindre sa voix aux protestations qui ont fusé devant le crime judiciaire commis envers l'infortuné Riel. Il paraît être un politicien capable de se placer au-dessus de la mêlée afin





d'épouser les causes les plus désintéressées, celle de la science d'abord, celle de la patrie ensuite.

Au début du mois de janvier 1886, les pressions exercées pour convaincre Beaugrand de se représenter augmentent. Cinq mille signatures sont recueillies à cette fin, venant des milieux sociaux, nationaux et politiques les plus divers. Beaugrand accepte. Dans une lettre qu'il fait parvenir à ses supporters, il déclare que, n'eût été le besoin de démontrer le bien-fondé de sa conduite passée et de « prouver aux étrangers que la population intelligente de Montréal est prête à supporter la loi contre l'émeute et l'ignorance et à encourager les mesures nécessaires pour combattre la mort et la misère en temps d'épidémie [30] », il n'aurait pas accepté de se porter à nouveau candidat, sa santé n'étant pas très bonne. Beaugrand triomphe avec une majorité de près de 2 000 voix, soit une majorité quatre fois plus importante que celle de l'année précédente et la plus forte donnée jusque-là un candidat dans l'histoire des élections montréalaises. Mieux, Beaugrand remporte trois des quatre quartiers français. Dans son discours de victoire, il argue que son succès annonce une ère nouvelle de collaboration entre les nationalités qui forment le pays. Il prédit que le jour est proche où, tout en continuant à cultiver des liens privilégiés avec le pays de leurs pères, les Montréalais d'origine anglaise, irlandaise, écossaise et française en viendront à s'assembler en ayant à l'esprit seulement le bien commun de tous.

Par malheur pour Beaugrand, c'est en ces années où il devrait être le plus actif qu'il commence à se plaindre de la maladie des poumons qui le ronge. Sa santé est minée par des crises d'asthme de plus en plus violentes. Cet amateur de cigarette et de cigare est saisi par d'incontrôlables quintes de toux, lesquelles se prolongent quelquefois pendant des heures. Dans ces périodes de suffocation, il ne peut rester alité ; il s'installe dans un fauteuil et boit des cuillerées d'eau fraîche légèrement sucrée additionnée de quelques gouttes d'éther. Les remèdes (dont les vertus curatives sont parfois douteuses) comprennent alors l'application de sinapismes sur le haut de la poitrine, l'absorption de café ou de tisanes additionnées de menthol ou d'eau d'oranger, ainsi que l'inhalation de narcotiques





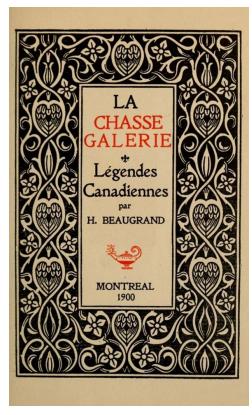
(belladone et jusquiame). Des médecins recommandent aussi la cigarette au chanvre et à l'opium pour soulager les symptômes des patients. La prescription de la morphine se généralise. En dehors de ces traitements pharmaceutiques, l'on conseille au malade de séjourner sous des cieux plus cléments.

Obligé de se retirer de la politique active, Beaugrand passe ses loisirs en voyage. En France, il est un habitué des salons et des banquets. L'ancien maire de Montréal, le décoré de la Légion d'honneur, le directeur d'un journal réputé a ses entrées dans la bonne société. Il profite pleinement des plaisirs offerts par la Ville Lumière. Il va au restaurant, à la promenade, au théâtre, à l'opéra, au musée. Il assiste notamment à la grande soirée de gala offerte par le président de la République, Sadi Carnot, au théâtre de l'Opéra. Des gardes à cheval empêchent quiconque n'a pas une carte d'invitation d'approcher. Beaugrand est frappé par la somptuosité des lieux. Il y a là des diplomates en tunique blanche, des officiers de l'armée en habits rouges chamarrés d'or, des académiciens avec l'habit à palmes vertes, des princes. Beaugrand est comblé. C'est pour lui la consécration de toute une vie tendue par l'amour de la France. L'enfant de Lanoraie fait partie du grand monde parisien.

Beaugrand aspire désormais à délaisser « cette gueuse de politique qui nous fait [...] faire tant de bassesses et dire tant de choses que nous aurions honte de signer de nos vrais noms, ou de répéter de vive voix dans une conversation particulière [31] ». Il croit qu'il est temps de cesser le jeu de polémique stérile qui a fait le pain et le beurre de la presse politique au Québec. Ses deux élections à la mairie lui ont fait comprendre comment on salit facilement des réputations et comment on éclabousse par la même occasion des familles entières, y compris des femmes et des enfants. Frapper à l'aveugle, tantôt à droite, tantôt à gauche, n'est pas pour lui une stratégie fructueuse. Il reconnaît que *La Patrie* a souvent fait comme tout le monde, qu'elle a hurlé avec les loups. Néanmoins, pour lui, ce temps est révolu : « Eh bien, je suis fatigué, dégoûté de *hurler* et j'ai pris la ferme résolution de laisser aux cochers de fiacre le monopole des gros mots et des querelles d'Allemands. Et je vais voir







La Chasse-galerie. Légendes canadiennes, édition de 1900. Source : Internet Archive.

s'il est possible de faire au Canada un journal politique, sans livrer la vie de ses adversaires aux médisances, aux calomnies, aux curiosités frivoles et viles d'une lutte acrimonieuse [32]. » Il jure que, dorénavant, il ne répliquera plus aux attaques personnelles et qu'il ne souffrira pas que ses employés répandent leur haine pour des motifs intéressés. Les Anglais, pense Beaugrand, n'auraient légué à la civilisation que ces trois mots : agree to disagree, qu'ils auraient laissé un fabuleux héritage.

De 1888 à 1890, Beaugrand supervise quelques éditions de luxe. Parmi celles-ci, *La Chassegalerie* constitue un modèle d'édition. Beaugrand écrit à Laurier qu'il a fait plaisir au bibliomane en lui : « Je suis mon propre éditeur [...]. Pendant les jours d'hiver où je ne pouvais pas mettre le nez dehors, je me suis amusé à réunir mes contes et à

en faire une édition intime, qui n'a pas été mise dans le commerce. Il m'a fallu voir à tout, au papier, aux gravures, à la mise en page, à la reliure, au cuir qu'il me fallut importer de France [33]. » Alphonse Pelletier, l'un des fondateurs de la loge l'Émancipation, a assuré l'impression du livre et réussi à mettre en valeur les œuvres d'Henri Julien, Raoul Barré et Henry Sandman, trois des meilleurs illustrateurs montréalais de l'époque. Le dessin de la chasse-galerie par Julien, en particulier, ne cesse de marquer l'imaginaire collectif depuis sa parution dans les pages de *La Patrie*, le 31 décembre 1891, et ce n'est pas pour rien que l'histoire fantastique de ces fiers bûcherons traversant les vastes espaces de l'Amérique à bord de leur canot volant sert de titre au recueil tout entier.





Le 23 juin 1896, Wilfrid Laurier est élu premier ministre du Canada. L'élection fédérale consacre à ses yeux la victoire des lumières sur l'obscurité, ou si l'on préfère des hommes de raison sur les hommes de Dieu. Les évêques du Québec qui se sont dressés comme une muraille pour empêcher la victoire du Parti libéral en ont été quittes pour une dégelée. « Laurier est plus fort que les évêques ! » persiflent les Rouges réunis dans les locaux de *La Patrie*. Les Canadiens français, affirme Beaugrand, en ont assez de la domination du clergé catholique, ils veulent être libérés de la tutelle de leurs prêtres qui se mêlent parfois davantage de politique que de religion. Il se réjouit de voir que le peuple « a fini par se révolter contre l'intolérance cléricale et contre l'ingérence systématique du clergé dans le domaine politique [34] ». Les Canadiens français savent maintenant que la terre tourne, et il ne reste au clergé qu'à consentir à la laisser tourner.

Ces belles paroles ne peuvent voiler certaines amertumes et déceptions. L'élection tant attendue de Laurier ne dissipe pas complètement les pensées sombres qui assaillent de plus en plus Beaugrand. Malgré la victoire, ou plutôt à cause d'elle, il en vient à penser que « la politique est une immense blague organisée pour flatter les passions et les goûts populaires, au bénéfice de 15 ou 20 ministres et 200 ou 300 députés [35] ». Les réels talents d'orateur déployés par les chefs dans les joutes qu'ils se livrent sur les tribunes devant des foules naïves ne sauraient plus masquer la vénalité de la pratique de la politique au pays. « Nous en sommes rendus à ne voir dans la politique et dans le pouvoir qu'une machine à donner des places à des amis et aux amis de ses amis [36]. » La chute ignominieuse d'Honoré Mercier, en 1891, plombé par les scandales, avait déjà fortement ébranlé la foi de Beaugrand ; le tripotage qui suit l'élection de Laurier ne fait que nourrir davantage son scepticisme.

En décembre 1896, les forces de l'ancien combattant s'épuisent. Le 18 janvier 1897, il fait une grave rechute d'asthme. Une inflammation des poumons inspire les craintes les plus sérieuses à sa famille et à ses amis. Il est très faible. Il doit se rendre à l'évidence : il n'est plus possible pour lui de continuer à diriger, même de loin, son journal. Le 5 février 1897,





*La Patrie* est officiellement vendue aux fils d'Israël Tarte. Beaugrand annonce publiquement qu'il prend sa retraite. Le journal qui tirait à « boulets rouges » sur tous les partis rentre dans le giron du Parti libéral.

La direction du journal s'en ressent. Beaugrand parti, *La Patrie* n'a plus à être le miroir des mouvements du cœur de son fondateur. Elle prend une tournure que lui imposent des devoirs nouveaux. Désormais, elle s'annonce comme la voix autorisée du gouvernement fédéral. Elle suivra Laurier et lui apportera son concours afin de mettre en œuvre son programme, sans rechigner à la besogne. Les nouveaux propriétaires, qui s'affichent catholiques, souhaitent rétablir un climat de paix religieuse dans la province. Les abonnés doivent s'étrangler à lecture de ces témoignages d'orthodoxie religieuse. Le changement de mains provoque aussi une réforme de la présentation du journal : à partir du 12 février, *La Patrie* contient six pages tous les jours et s'assure de correspondances régulières de Québec et d'Ottawa. Elle sera désormais un grand journal d'intérêt public aux teintes libérales.

Le 7 février 1897, le lendemain de la vente de son quotidien, Beaugrand fait ses valises et part pour la France. Dans ses conversations intimes, Beaugrand se laisse aller à penser que son œuvre au Canada est terminée et qu'il lui faut se trouver un autre terrain d'action. Au tournant du XXe siècle, beaucoup des Rouges écarlates se sentent orphelins, le Parti libéral ayant, à leur avis, abandonné ses traditions radicales dans sa marche vers le pouvoir à Québec ou à Ottawa. Beaugrand ne cache pas la douleur et le dépit que lui inspire la tournure des événements. « Si je vous disais, confie-t-il dans une lettre au premier ministre, que c'est sans peine et sans regret que je quitte les rangs d'un parti où j'ai combattu de tout mon cœur, de toute ma loyauté et de toute mon intelligence pendant les meilleures années de ma vie, je mentirais certainement [37]. » Au crépuscule de sa vie, Beaugrand se fait amer. Ses énergies ont été englouties dans le fonctionnement de la formidable machine électorale sans que ses alliés de Québec ou d'Ottawa daignent lui accorder maintenant la moindre reconnaissance, en souvenir des luttes anciennes. Faisant le bilan de son activité





débordante pour la cause réformiste, il se demandera en 1905 si le jeu en a valu la chandelle. Se disant à jamais « naïf » et « réfractaire », il avoue à mots couverts s'être heurté à « la froide et abominable cruauté des partis politiques » qui « écrasent impitoyablement, avant de s'entrechoquer, tous ceux que la fatalité de la vie placent sur leur passage [38] ».

Vers la mi-décembre 1905, Beaugrand sent ses dernières forces le quitter. Il ne peut plus parler qu'avec peine. Le 7 octobre 1906, en soirée, il décède à sa résidence du 424, avenue Metcalfe, à Westmount, où il habite depuis un an. Au moment suprême, il n'y a auprès de lui que sa femme et la garde-malade.

Beaugrand avait toujours souhaité être incinéré. Il s'associait trente ans auparavant aux réflexions du critique Francisque Sarcey reproduites dans *La République* et consacrées aux enterrements civils : « On ne se formalise point dans le monde qu'un homme vive sans observer aucune des pratiques du catholicisme, auquel il ne croit pas ; et l'on se récrie s'il continue d'affirmer après sa mort les principes dans lesquels il a vécu. C'est le contraire qui devrait être regardé comme scandale [39]. » Les Montréalais qui s'imaginent que Beaugrand est enfin revenu dans le giron de l'Église à la veille de sa mort et a quitté ce bas monde en chrétien comprennent qu'ils se sont trompés quand la crémation de sa dépouille a lieu sans cérémonie religieuse. Les restes sont finalement ensevelis au cimetière Mont-Royal, le 9 octobre, un lieu qui, bien qu'ouvert à toutes nationalités et religions, demeure principalement utilisé par les membres de la communauté anglophone et protestante.

Que tirer de la vie de cet homme « plus grand que nature » ? La biographie de Beaugrand nous découvre un Québec qui ne cesse de nous surprendre. Un Québec fortement empreint de valeurs martiales, à un moment où la milice demeurait encore sous le contrôle des élites locales et apparaissait comme le prolongement de l'institution royale française, avant d'être intégrée dans une armée canadienne régulière qui infériorisait, quand elle ne les excluait pas, les recrues canadiennes-françaises. Un Québec ouvert sur l'Amérique, nourri par le va-et-vient constant des personnes qui empruntent régulièrement le train pour se





rendre à New York, Boston, Saint-Louis, Denver ou La Nouvelle-Orléans, quand ce n'est pas le Mexique, et qui n'a pas abandonné encore le rêve de faire du continent, comme autrefois, sous le régime de la Nouvelle-France, l'aire d'expansion naturelle de la nation canadienne de langue française. Un Québec nationaliste qui ne croit pas que l'affirmation collective doive servir à broyer l'individu et la vie privée, et dont l'idéologie républicaine est affranchie du crédo religieux et de la loyauté monarchiste. Du grand-père coureur de bois, navigateur et investisseur dans les chemins de fer au petit-fils globetrotteur et businessman se dessine une trame familiale qui nous renseigne sur les lignes de partage des Canadiens français au lendemain de la Rébellion des patriotes de 1837. À ceux qui refusent la résignation et la soumission que prêchent les élites conservatrices de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la vie de Beaugrand rappelle la valeur, au fond si simple, de l'audace.





#### En savoir plus

- Jean-Philippe Warren, <u>Honoré Beaugrand. La plume et l'épée (1848-1906)</u>, Montréal, Boréal, 2015, 536 p.
- Honoré Beaugrand, *La Chasse-galerie et autres récits. Édition critique par François Ricard*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1989, 362 p.

#### **Notes**

- [1] Beaugrand confie être devenu rouge « au contact de ce pauvre Lusignan, de Geoffrion, de Laurier, de Henri Desaulniers, d'Arthur Buies, qui étaient mes dieux alors ». Honoré Beaugrand, « <u>Tarte</u> », *La Patrie*, 22 septembre 1896, p. 1.
- [2] Rodolphe Lemieux, Wilfrid Laurier, Montréal, C. Théoret, 1897, p. 7.
- [3] Charles E. Scallon, « Comté de Joliette », L'Union nationale, 3 février 1865, p. 2. « Comté de Berthier », L'Union nationale, 13 janvier 1865, p. 2.
- [4] « En causant du pays », L'Écho du Canada, 3 avril 1875, p. 2.
- [5] Alphonse Lusignan, « Chronique », La Patrie, 20 septembre 1890, p. 1.
- [6] Honoré Beaugrand, Lettres de voyage, Montréal, La Patrie, 1889, p. 121.
- [7] Un Admirateur, « <u>Honorius Beaugrand</u> », La Minerve, 9 décembre 1889, p. 2. « La Patrie », numéro spécial de La Patrie, avril 1908, p. 12. George Maclean Rose, <u>A Cyclopaedia of Canadian Biography</u>, p. 694. Georges Demanche mentionne que Beaugrand a commencé à faire du journalisme en 1869 (<u>Au Canada et chez les Peaux-rouges</u>, Paris, Hachette, 1890, p. 68). John Douglas Borthwick affirme que Beaugrand a fait partie du personnel d'un journal de La Nouvelle-Orléans (<u>History and Biographical Gazetteer of Montreal</u>, Montréal, John Lovell & Son, 1892, p. 188).
- [8] Honoré Beaugrand, « Anita », dans La Chasse-galerie et autres récits, 1989, p. 166.
- [9] Il dit en juin 1875 qu'il s'est installé dans la ville « depuis bientôt quatre ans ». Honoré Beaugrand, « Un mot d'adieu », *L'Écho du Canada*, 12 juin 1875, p. 2.
- [10] « Le nouvel an », L'Écho du Canada, 3 janvier 1874, p. 2.
- [11] « Le nouvel an », L'Écho du Canada, 3 janvier 1874, p. 2.
- [12] Louis Beaugrand dit Champagne souhaitait-il, comme le père du héros de *Jeanne la fileuse*, que son fils épouse la fille d'un riche marchand de Lanoraie, M<sup>lle</sup> Dalcour, jeune femme polie et bien élevée ?
- [13] « La franc-maçonnerie », La République, 17 février 1877, p. 2.





- [14] Lettre d'Honoré Beaugrand à Alphonse Lusignan, Fall River, 1<sup>er</sup> août 1874, Bibliothèque et Archives Canada, fonds Alphonse Lusignan, MG 29D 27 v1.
- [15] Honoré Beaugrand, « Chronique », La Patrie, 19 décembre 1896, p. 1.
- [16] La République. Prospectus », La République, 9 septembre 1876, p. 1.
- [17] « L'émigration canadienne aux États-Unis », Le National, 9 octobre 1877, p. 2.
- [18] Benjamin Sulte, *Ferdinand Gagnon: sa vie et ses œuvres*, Worcester (Mass.), C.-F. Lawrence & Cie, 1886.
- [19] « Droit au but », La République, 20 octobre 1877, p. 4.
- [20] « Encore le Protecteur », La République, 15 décembre 1877, p. 4.
- [21] « Nos intimes », La République, 12 janvier 1878, p. 4.
- [22] « Encore nos intimes », La République, 26 janvier 1878, p. 4.
- [23] « Le Farceur », Le National, 2 novembre 1878, p. 2.
- [24] « Au public », La Patrie, 24 février 1879, p. 1.
- [25] Wilfrid Laurier, « La vie parlementaire », La Patrie, 19 mai 1884, p. 2.
- [26] « Le drapeau rouge », La Minerve, 3 mars 1885, p. 4.
- [27] « L'élection. Beaugrand à la mairie », L'Étendard, 7 mars 1885, p. 2.
- [28] « Exposing Children to the Contagion », The Herald, 7 octobre 1885, p. 7. Ma traduction.
- [29] Cité dans « Le maire Beaugrand », La Patrie, 7 novembre 1885, p. 1.
- [30] « La mairie », La Patrie, 2 février 1886, p. 1.
- [31] Honoré Beaugrand, « Chapeau bas ! », La Patrie, 14 septembre 1889, p. 1.
- [32] Honoré Beaugrand, « À propos d'amour-propre », La Patrie, 19 septembre 1889, p. 1.
- [33] Lettre d'Honoré Beaugrand à Wilfrid Laurier, 12 avril 1900, Bibliothèque et Archives Canada, fonds Sir Wilfrid Laurier, R10811-O-X-F, correspondance générale, vol. 59-63, bobine C-753.
- [34] Honoré Beaugrand, « Hip-hip hurra! », La Patrie, 11 juillet 1896, p. 1.
- [35] Honoré Beaugrand, « Chronique », La Patrie, 19 septembre 1896, p. 1.
- [36] Honoré Beaugrand, « Chronique », La Patrie, 10 octobre 1896, p. 1.
- [37] Ibid.
- [38] Cette phrase concerne en fait une certaine M<sup>me</sup> Baxter, de qui Beaugrand plaide la cause auprès de Laurier, mais on peut croire que Beaugrand partage ce sentiment. Lettre d'Honoré Beaugrand à Wilfrid Laurier, 4 avril 1900, Montréal, Bibliothèque et Archives





Canada, fonds Sir Wilfrid Laurier, R10811-O-X-F, correspondance générale, vol. 163-169, bobine C-778, p. 480656.

[39] Francisque Sarcey, « Un scandale », La République, 30 septembre 1876, p. 1.